Réforme et millefeuille territorial : nouvelle claqué électorale, nouvelle scène...

samedi 14 juin 2014, par [MINVIELLE Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 12 juin 2014).

Décidément, le sort de la réforme territoriale semble intimement liée à la débâcle électorale du PS : au lendemain des municipales, Valls, promu Premier ministre, annonçait le « big bang »... Une semaine après les européennes, c'est Hollande en personne qui s'y est collé, nous présentant « sa » carte du découpage régional.

Selon le plan du Président, le nombre de régions métropolitaines passera de 22 à 14 en 2015. Elles seront « compétentes » en matière d'économie, d'emploi, de transports, de gestion des lycées et collèges et d'aménagement du territoire. Les conseils généraux disparaîtront en 2020. Les élections régionales et cantonales, dont il avait été question qu'elles soient reportées à 2016, auront lieu à l'automne 2015. Quant aux intercommunalités, elles devraient se regrouper et fusionner, passant d'un seuil minimum de 5 000 habitants à 20 000 en janvier 2017...

L'annonce a déclenché une avalanche de critiques : « découpage incongru », « réforme bâclée », faisant fi de « l'histoire », méprisant « l'attachement des citoyens » à leur région, leur département, leur village... Certains dénoncent une opération de « sidération », visant, par des méthodes « à la hussarde », à contraindre les parlementaires à voter une « réforme mal ficelée », produit d'arrangements de dernière minute avec certains « barons » locaux... au détriment de quelques autres. Une manœuvre politicienne de Hollande qui, englué dans une crise politique sans précédent, espérerait ainsi se redonner un semblant de légitimité en montrant qu'il reste « capable de décider » malgré le désaveu cinglant des élections. Ce que confirmait d'ailleurs récemment Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique, disant en substance : « *cela fait des années que les présidents reculent face aux difficultés de la réforme. Hollande, lui, est un président qui décide !* »

Des « économies » par milliards...

Hollande manœuvre, certes, mais il décide sans oublier les intérêts de la classe qu'il sert. Et ça n'est pas un hasard si, dans la cacophonie des réactions au plan de Hollande, celle d'Agnès Verdier-Molinié, la très libérale directrice de la fondation FRAP [\[1\]](#) approuve globalement la décision du président. Elle précise ce que devraient en être les objectifs concrets : entre autres, pour les collectivités territoriales, « *une baisse de l'ordre de 360 000 postes d'ici à 2022 et de 198 000 au niveau de l'État* », le tout permettant d'économiser 25 milliards d'euros par an. De quoi donner raison aux estimations du secrétaire d'État à la réforme territoriale, Vallini, qui situait les économies que permettrait de réaliser la réforme dans une fourchette de 12 à 25 milliards par an...

Voilà qui résume bien les menaces qui se cachent derrière les petites manœuvres politiciennes de Hollande et sa prétention à en finir avec « les enchevêtrements, les doublons, les confusions » du millefeuille territorial.

Daniel Minvielle

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 246 (12/06/2014). <http://www.npa2009.org/>

Notes

[1] Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques, think tank de patrons spécialisé dans la « recherche »... des réductions des frais de l'État.